



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Communiqué de presse de la FSU12 : 2S2C (sport, santé, culture, civisme) : vers une externalisation des activités sportives et culturelles !

Dans le cadre du dispositif d'appui à la reprise scolaire « Sport, santé, culture, civisme », aussi appelé « 2S2C », l'Éducation nationale commence à signer des conventions avec des mairies ou des intercommunalités pour déléguer à des partenaires extérieurs des pans entiers des enseignements scolaires : éducation physique et sportive, éducation à la santé, éducation artistique et culturelle, éducation à la citoyenneté. Ce dispositif fait naître de vives inquiétudes de la part de très nombreux acteurs de l'éducation et des collectivités.

Le risque d'externalisation des enseignements physiques, sportifs, culturels et civiques est bien réel. Ces craintes ont d'ailleurs été soulignées dans un communiqué commun du SNEP-FSU et du SNUipp-FSU (Respectivement syndicats des professeurs d'EPS et des enseignant.es du 1^{er} degré) publié le 18 mai. Ces organisations ne souhaitent pas l'Éducation nationale, se voir déposséder de l'enseignement du sport et de la culture à travers ce dispositif.

Un dispositif « transitoire » mais le ministre de l'Éducation nationale a laissé entendre ce jeudi 4 mai que le « dispositif a vocation à continuer dans les temps à venir ». Cela signifierait le renforcement des apprentissages désignés comme « fondamentaux » pendant le temps d'enseignement, renvoyant ainsi les activités sportives, culturelles et civiques aux intervenants extérieurs (la liste des intervenants possibles pour les 2S2C en dit long sur les diverses possibilités et les marges de manœuvres). Il entretient une réelle confusion entre le temps scolaire, périscolaire, entre des disciplines relevant de l'enseignement pour toutes et tous et des activités facultatives encadrées par des intervenant.es.

Or, pour la FSU ce qui relève de l'enseignement de l'école est obligatoire pour toutes et tous, et garantit le droit et l'égalité sur tout le territoire. Les moyens très divers des collectivités, l'entrisme du privé, la délégation aux clubs sportifs, aux associations culturelles et autres généreraient de nouvelles inégalités territoriales.

LA FSU s'opposera à toute volonté de développer des dispositifs qui viseraient d'une part à descolariser l'Éducation musicale, les Arts plastiques et de l'EPS en particulier, et qui contribueraient d'autre part à des inégalités territoriales, en limitant le rôle des professeur-es des écoles à l'enseignement des fondamentaux. La totalité des programmes nationaux doivent continuer à être mis en œuvre par les enseignant-es. Ce temps des 2S2C doit demeurer un temps facultatif pour les familles, en opposition au temps d'enseignement qui doit redevenir obligatoire.

Quelles garanties, que cela ne puisse être l'occasion de tentatives idéologiques contraires aux idéaux et aux valeurs de la république et de la démocratie ?

Serions-nous prêts à accepter que l'éducation à la citoyenneté de nos enfants soit confiée à des intervenants qui défendraient l'exclusion raciale, qui fustigeraient les principes d'égalité entre les hommes et les femmes, qui nieraient le droit à une sexualité librement choisie ou qui instrumentaliserait l'histoire à des fins nationalistes ?

Aucune nécessité organisationnelle, sous couvert de mesures d'exception, ne doit permettre d'affaiblir les principes de neutralité qui constituent une garantie de démocratie fondamentale pour l'école publique.

C'est pourquoi, les syndicats de personnels enseignant-es de la FSU 12 dénoncent la libéralisation de notre système éducatif et appellent les mairies à ne pas signer la convention 2S2C car ce dispositif n'est pas nécessaire pour « plus et mieux d'École » que nous souhaitons toutes et tous.

